

**Yémen - Situation humanitaire -
Réponse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, à une question
d'actualité au Sénat**
(Paris, 07 juin 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

La guerre au Yémen dure depuis trois ans. Le conflit est dans l'impasse et le pays est confronté à une triple crise : une crise humanitaire, une crise sanitaire et une crise alimentaire.

Vous avez malheureusement très bien décrit la situation, Monsieur le Sénateur, elle est critique. Ce sont 22 millions de Yéménites dont la survie dépend de l'aide humanitaire.

Il nous revient de rappeler les obligations qui émanent du droit international : obligation de protéger les civils, obligation de laisser passer l'aide humanitaire. Ces obligations s'imposent à toutes les parties au conflit : les rebelles houthis qui sont à l'origine du conflit et à la coalition arabe qui est intervenue au Yémen à l'appel du gouvernement yéménite légitime et qui combat aussi Daech et Al Qaïda. Ces obligations doivent être appliquées par tous et nous voulons les faire respecter.

C'est ce qui a conduit le président de la République à décider l'organisation d'une conférence internationale humanitaire avec l'Arabie saoudite, organisée à Paris le 27 juin prochain. Il ne s'agit pas d'une conférence de donateurs. Les pays de la coalition arabe ont en effet déjà annoncé un milliard et demi de dollars d'aide humanitaire pour le Yémen en 2018. Il ne s'agit pas non plus d'une conférence politique. C'est la responsabilité des Nations unies et de leur représentant spécial dont nous soutenons pleinement l'action. Non, l'objectif, est d'arriver à faire parvenir l'aide et les acteurs humanitaires aux personnes et aux lieux qui en ont le plus besoin. Ce que nous recherchons, ce sont des mesures et des engagements concrets, en particulier s'agissant des ports et des aéroports dont la coalition arabe a la responsabilité.

Nous souhaitons que chacun ait un comportement responsable s'agissant du Yémen, la coalition arabe bien sûr, mais aussi l'Iran qui soutient la rébellion houthi et qui déstabilise cette région./.